

E238/8



ឯកសារដើម
ORIGINAL DOCUMENT/DOCUMENT ORIGINAL

ថ្ងៃ ខែ ឆ្នាំ ទទួល (Date of receipt/Date de reception):
..... ០៣ / ១២ / ២០១២

ម៉ោង (Time/Heure): ១៤ : ៥០

អគ្គិសនីបណ្ណាល័យ/Case File Officer/L'agent chargé
du dossier: ៨. N. N. P. D. D.

ព្រះរាជាណាចក្រកម្ពុជា

ជាតិ សាសនា ព្រះមហាក្សត្រ

អង្គជំនុំជម្រះវិសាមញ្ញក្នុងតុលាការកម្ពុជា

Extraordinary Chambers in the Courts of Cambodia

Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens

Kingdom of Cambodia

Nation Religion King

Royaume du Cambodge

Nation Religion Roi

CHAMBRE DE PREMIÈRE INSTANCE

សាធារណៈ / Public

Date : 26 Novembre 2012

À : La Défense de IENG Sary, les co-procureurs ; les co-accusés principaux pour les parties civiles, dossier n° 002

DE : M. le Juge NIL Nonn, Président de la Chambre de première instance

COPIE : Tous les juges de la Chambre de première instance, le juriste hors-classe de la Chambre de première instance, la Section d'appel aux témoins et aux experts ; le Bureau de l'administration

OBJET : Réponse à la demande de renseignements de la Chambre de première instance concernant l'incident survenu les 16 et 17 octobre 2012



À la suite de l'audience qui s'est tenue le vendredi 21 septembre 2012, la Chambre de première instance a, comme elle l'avait indiqué (voir le mémorandum n° E223) transmis au Professeur A. John CAMPBELL tous les rapports et autres documents pertinents disponibles depuis la récente hospitalisation de l'Accusé IENG Sary. Le 8 octobre 2012, la Chambre a à nouveau désigné en tant qu'expert le Professeur CAMPBELL afin qu'il réexamine IENG Sary, consulte pour ce faire toute autre personne qualifiée, effectue ou fasse effectuer tout examen complémentaire jugé pertinent pour parvenir à un diagnostic, et fasse ensuite rapport sur l'évolution de son état de santé (voir le mémorandum n° E238). Le 22 octobre 2012, la Défense de IENG Sary (la « Défense ») a attiré l'attention de la Chambre de première instance sur un incident survenu les 16 et 17 octobre 2012 et dont il n'est pas fait mention dans les rapports médicaux réguliers qui lui sont remis, en lui demandant d'obtenir davantage d'informations à ce sujet. Selon la Défense, l'Accusé aurait commencé à tousser et à vomir, mais aucun médecin ne serait intervenu rapidement (voir le document n° E[EXPURGÉ]). La Défense a par la suite demandé à ce que les experts désignés par la Chambre de première instance soient informés de cet incident (voir le document n° E[EXPURGÉ] du 24 octobre 2012). À la suite de l'audience qui s'est tenue le 8 novembre 2012, la Chambre de première instance a, par l'intermédiaire de la Section

d'appui aux témoins et aux experts, demandé au Professeur CAMPBELL de donner son avis par rapport aux circonstances ayant entouré cet incident. Le 14 novembre 2012, la Chambre de première instance a, par courrier électronique, reçu la réponse suivante du Professeur CAMPBELL :

« Il est difficile de se prononcer sur ce qui s'est passé pendant et après cet incident. Il se peut très bien que le personnel soignant qui était présent ait fait ce qu'il fallait faire. Il n'est en effet pas nécessaire d'avertir un médecin à chaque fois qu'un patient vomit. Les vertiges dont souffre M. IENG Sary peuvent causer de la nausée et, de temps à autre, conduire à des vomissements. Ce n'est que dans le cas où les vomissements persistent et qu'il y a risque de déshydratation pour le patient qu'une attention plus importante et l'intervention d'un médecin se justifient. Dans le présent cas, je ne pense pas que le fait de ne pas avoir mentionné ces vomissements dans le rapport médical constitue une omission importante. » [Traduction non officielle]